

CN des 2 et 3 juin • Résolutions sur
les luttes et l'Europe (P. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

MARCHE

DES HAUTS-DE-FRANCE VERS L'ÉLYSÉE

Suivie d'un pique-nique géant festif

POUR DÉFENDRE NOTRE DIGNITÉ!

PARIS > samedi 9 juin 2018



Informations et inscription :
FAISONSDUNEUF.FR

PCF
Parti communiste français

**L'HUMAIN!
D'ABORD!**

Agenda du PCF

ANDRÉ CHASSAIGNE
mercredi 6 juin, 12 h,
Talk Orange Figaro

HUBERT WULFRANC
LCP, mercredi 6 juin, 19 h 30

PIERRE LAURENT
mercredi 6 juin
rendra visite à Moussa
et tiendra une conférence
de presse sur le manifeste
du PCF pour les migrants

IAN BROSSAT
vendredi 8 juin, 8 h 30
matinale de France info

Vidéo sur Facebook PCF

Conférence de presse de
Pierre Laurent suite au
dernier Conseil national



SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Ville :

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien
75167 Paris Cedex 19
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>
Si vous êtes imposable vous
pouvez déduire 66 % de ce montant.

Marche sur l'Élysée, le 9 juin au départ des Hauts-de-France

Faire du neuf pour la région !

Dans quelques jours les habitants des Hauts-de-France déferleront sur le Champ-de-Mars pour un déjeuner sur l'herbe pacifique et motivé. En soutien à la démarche lancée en février par les parlementaires, sénateurs et députés de la région, une quarantaine de bus sont d'ores et déjà programmés pour samedi 9 juin.

Ce n'est pas une marche, c'est un marathon ! Et marathon, le terme est faible au regard du nombre de kilomètres parcourus depuis le 4 juin et jusqu'au 9 juin. Car pour les parlementaires de la région, un véritable parcours militant a été mis en place. Près de 2 500 kilomètres de rencontres, de débats, d'échanges, de discussions dans (presque) tous les secteurs géographiques et professionnels, avec, à chaque fois, trois à cinq rendez-vous par jour. Parmi ceux-ci, lundi, à Boulogne-sur-Mer, ce sont d'abord les pêcheurs, à tout seigneur tout honneur, dans le premier port de pêche français, puis le Centre hospitalier. À Dunkerque ensuite, rencontre avec les sidérurgistes. Puis mardi, direction le Centre hospitalier de Lille, avant un crochet mercredi dans le

Pas-de-Calais pour aller aux nouvelles de la papeterie de Wizernes, près de Saint-Omer. Une entreprise en lutte depuis de nombreux mois, sur laquelle les nuages accumulés semblent se dissiper à force d'obstination, et de rage aussi. Tergnier ou Soissons jeudi, puis l'Oise, avec un arrêt à l'hôpital de Clermont, puis la maternité de Creil et Montataire pour une réunion publique le soir. Les dernières étapes cette semaine de ce grand rendez-vous régional portent toutes le symbole de l'action collective et du dévouement militant. « La France qui travaille, et notamment la jeunesse, mérite une autre attention que [des] caricatures », disent dans un tract les communistes de l'Oise, rejetant les qualificatifs de « fainéants » et « fraudeurs » employés à tour de bras par les amis du président des riches.

Depuis février, les parlementaires et les fédérations PCF des Hauts-de-France ont multiplié les initiatives et appelé à se mobiliser contre la politique du gouvernement. L'aboutissement est fixé au 9 juin pour tous les communistes de la grande région. « Nous dressons un véritable manifeste qui sera présenté au gouvernement. Les lignes de trains menacées, les hôpitaux, la gratuité des transports... tous ceux qui agissent doivent se retrouver dans ce manifeste », a rappelé



Fabien Roussel, premier secrétaire de la Fédération du Nord et député du bassin minier, lors du dernier conseil départemental. Réduire les écarts dont souffre la région, le manque d'équipements, le taux de chômage, et tout ce qui fait clivage, dans une région où vivent à la fois des habitants d'une très grande pauvreté et où s'accumulent des fortunes colossales. En clair, « une marche pour la dignité » des habitants des Hauts-de-France mais aussi une façon de démontrer une volonté et d'afficher des propositions. Et, encore une fois, il n'y aura pas que des militants dans les bus. « Lors de la distribution des tracts sur le marché, des étudiantes sont venues s'inscrire pour le bus », souligne Karine d'Hellemmes. Un avis partagé par Christiane, à Croix et Wasquehal : « Notre marche suscite de l'intérêt, des jeunes aux retraités ». Ces derniers sont apparemment les plus touchés par les premières mesures de Macron. « Avec l'augmentation de la CSG, mon conjoint et moi perdrons 100 euros par mois. Et, en plus, nous avons 100 euros supplémentaires d'impôt. Résultat, deux cents euros de moins par mois et nous avons deux enfants à soutenir ! Comment voulez-vous vous en sortir ? », déplore une (jeune) retraitée du secteur de la santé.

Plus de 40 bus, dont une vingtaine du Nord, dix au départ de l'Oise, convergeront vers la capitale samedi matin. Pierre Laurent sera présent mais aussi les représentants des salariés et des secteurs en lutte. Une scène sera installée près du Mur pour la Paix, au Champ-de-Mars. Prises de parole et animations rythmeront la journée. De l'étudiant au cheminot, un moment de convergence pour les mobilisations en cours. **Frack Jakubek**

ALLEZ-Y EN BUS

Nord

Fédération du PCF Nord : 03 20 63 08 08
Roubaix et Tourcoing : 06 61 86 28 49 – 06 75 21 60 79 – 06 72 13 10 88
Armentières : 06 22 48 20 91

Loos, Haubourdin et Seclin : 06 10 14 06 13 – 07 87 10 32 58
Fourmies, Aulnoye-Aymeries : 03 27 57 34 93 – 06 70 66 19 49
Maubeuge-Bavay : 06 15 69 83 47 – 06 59 42 48 30
Arleux, Douai et Aubry : 07 81 97 00 50
Fenain, Somain et Aniche : 06 11 72 74 02
Lewarde, Guesnain, Dechy : 06 77 18 58 28
Denain, Louches : 06 49 46 75 58 – 06 21 06 89 85
Escaudain : 06 58 60 27 95
Douchy-les-Mines : 06 67 61 45 10
Saint-Amand-les-Eaux et environs : 06 64 67 37 51
Raismes et environs : 06 22 82 23 97 – 06 50 47 77 35
Vieux-Condé, Escautpont, Fresnes sur Escaut : 06 38 78 95 79
Onnaing et Marly : 06 99 58 18 02 – 06 19 87 79 79

Oise

Fédération PCF de l'Oise : 03 44 55 27 96
Beauvais : 03 44 02 65 21 – 06 71 72 86 86
Bresles, Mouy : 06 85 15 37 80 – 03 44 21 37 71 – 06 20 10 37 63
Compiègne, Noyon, Ribécourt, Thourrotte : 06 89 29 57 08 – 06 78 79 26 42 – 06 60 95 24 27
Crépy-en-Valois, Nanteuil-le-Haudouin, Le Plessis-Belleville : 06 73 51 60 04 – 06 18 86 11 47 – 06 79 90 90 73
Montataire : 06 19 31 41 60
Saint-Maximin : 06 86 78 47 44
Saint-Just-en-Chaussée : 06 27 19 00 42
Clermont : 06 80 34 69 24
Creil : 07 80 43 16 01 – 06 09 90 62 45
Nogent-sur-Oise, Villers-Saint-Paul : 06 73 67 10 01 – 06 63 07 41 81

Pas-de-Calais

Lens-Avion : 06 14 14 63 82
Béthune-Lillers : 06 89 86 85 78 – 06 13 43 42 05
Hénin-Beaumont : 06 62 13 52 95
Arras : 06 75 07 39 84

Somme

03 22 69 24 40

Aisne

03 23 52 64 67

Dans le cadre de la préparation de sa Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire, la prochaine table ronde du Collectif Culture du PCF

MARCHANDISATION DE LA CULTURE : RÉSISTANCE ET RECONQUÊTE aura lieu :

Samedi 9 juin de 10 h à 17 h 30
Salle des Délégations - Espace Niemeyer
Place du Colonel-Fabien – Paris

Avec la participation de Angeline Barth, Julie Brochen, Patricia Coler, Mathieu Grégoire, Jean-Pierre Wurtz...

Contact : yhenzel@pcf.fr – 06 81 30 66 45



Saint-Brieuc, jeudi 31 mai

À l'initiative de la Société des lectrices-lecteurs-ami-e-s de l'Humanité des Côtes-d'Armor, 60 personnes ont participé à un débat en soutien à la lutte des cheminots : « Vos trains, vos gares, vous les voulez comment ? ». Sont intervenus : Simon Brunet, Jean-Marc Jégou, délégués CGT SNCF-22. La soirée était animée par Paul Recoursé de la S2LH22. 240 euros ont été collectés et remis aux délégués CGT et 2 abonnements de 6 mois à l'Humanité ont été réalisés. **★**

Face au mépris du Président, débattons, agissons ensemble !

Depuis le début du printemps, le pays connaît de fortes mobilisations syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui continuent malgré le matraquage des médias dominants, les intimidations, les tentatives de division ou de démobilisation. Après un an d'exercice du pouvoir, la politique de Macron est contestée; la journée du 26 mai, par l'ampleur et la diversité des forces citoyennes et organisées qui se sont mobilisées à Paris et en Province, a marqué une nouvelle étape dans la contestation, le développement de processus unitaires, et l'exigence d'autres choix politiques.

Le pouvoir a cependant décidé de ne pas écouter, affirme rien vouloir lâcher, et veut poursuivre sa casse de tous les acquis progressistes du pays. La prochaine étape annoncée est celle des retraites.

Le Conseil national du PCF, réuni les 2 et 3 juin 2018, appelle les communistes à poursuivre et à amplifier les batailles engagées depuis plusieurs mois, à être présents et actifs dans tous les rendez-vous d'ores et déjà annoncés en juin et à prendre de nouvelles initiatives pour combattre les politiques libérales et austéritaires de Macron et de son gouvernement. Nos propositions doivent être au cœur de ces initiatives.

Nous proposons donc d'agir dans les jours, les semaines qui viennent, et durant tout l'été :

- Pour un service public des transports ferroviaires de qualité pour toutes et tous, pour combattre le projet de privatisation de la SNCF, avec nos parlementaires, aux côtés des cheminot-e-s en lutte et des usagers, en étant présents et actifs à chaque date du calendrier de grève prévu jusqu'à la fin du mois de juin. Nous participerons également, **le 7 juin**, au rassemblement de lutte au Luxembourg, à l'occasion de la réunion des ministres européens des transports. **Et lors des départs en vacances, nous serons présent-e-s devant les gares pour nous adresser aux usagers.**

- Pour l'avenir du **logement social** contre la loi Elan en cours d'examen à l'Assemblée nationale avec la journée du 5 juin, et le rassemblement prévu à 19 h devant le ministère du Logement

- Pour refuser la sélection à l'entrée à l'université en participant aux mobilisations, en **organisant des accueils et accompagnements des jeunes lycéens** en lien avec le MJCF.

- Pour la dignité et l'égalité en participant massivement **le 9 juin, à partir de 12 h**, au pique-nique festif, au Champ-de-Mars, à Paris pour faire entendre les exigences des habitant-e-s des Hauts-de-France, de Normandie comme ceux des villes, quartiers populaires et des territoires ruraux du pays. Ces exigences peuvent et doivent s'appuyer sur le mouvement lancé il y a 8 mois par nombre d'élus, associations et citoyens des quartiers sous le nom d'"Appel de Grigny" et qui a mis le gouvernement face à ses responsabilités sur ses choix en matière de politique de la ville. La délégation, reçue par le Premier ministre le 9 juin, a un rôle déterminant à jouer dans les prochaines semaines en travaillant à relayer la colère des habitants face au discours présidentiel du 22 mai et en appuyant les propositions contenues dans le plan remis par Jean-Louis Borloo à Emmanuel Macron.

- Pour refuser la hausse de la CSG et exiger des pensions décentes **le 14 juin**, partout en France aux côtés des retraité-e-s. Alors que le gouvernement lance un simulacre de consultation publique sur le projet de réforme de retraites, le Conseil national crée un collectif de travail chargé d'impulser une campagne nationale, nos initiatives, et faire vivre nos arguments et nos propositions alternatives.

- Pour exiger du gouvernement une revalorisation du SMIC et des minima sociaux **le 1^{er} juillet**.

- Pour exiger le renforcement des moyens matériels et humains nécessaires à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale.

- **Aux côtés des salarié-e-s de Carrefour, le 15 juin**, à l'occasion de l'AG du groupe Carrefour aux Docks d'Aubervilliers pour contrer le plan de licenciement et la fermeture de plus de 200 magasins dans le pays.

- Pour défendre et promouvoir des services publics de qualité pour toutes et tous avec la Convergence des services publics, **le 23 juin à Paris**, et en poursuivant notre campagne de mise sous protection citoyenne des services pu-

blics, sous diverses formes telles que des chaînes humaines.

- Aux côtés des personnels des hôpitaux et Ehpad, des usagers pour faire entendre les exigences d'un plan d'urgence pour la santé; et en poursuivant avec nos parlementaires le **tour de France des hôpitaux** (plus de cent établissements visités) avec une étape nationale de rencontre le 5 juillet afin de construire de futures actions (marches blanches) à l'automne pour changer le budget de la Sécurité sociale.

C'est dans cet esprit que nous proposons aux forces progressistes, aux citoyen-ne-s en lutte contre la politique libérale de Macron et sa dérive monarchique et autoritaire, de faire un temps fort de mobilisation, **début juillet à Versailles**, au moment où le Président s'adressera aux parlementaires réunis en congrès pour tenter de faire avaliser sa réforme constitutionnelle. Il s'agira de faire entendre nos exigences d'égalité, de solidarité, de justice sociale et de démocratie!

Ces mobilisations, nous les poursuivrons tout au long de l'été, en tenant notamment de multiples **actions de solidarité concrètes** (journées à la mer, sorties, moments de convivialité, des espaces « 505 inscriptions pour les bacheliers », pour l'accueil des migrants, les ventes solidaires de fruits et de légumes...). Nous les amplifierons pour permettre aux personnes, aux familles les plus modestes de vivre mieux et en même temps de porter l'exigence du droit aux vacances, à une alimentation de qualité...

Et sans attendre, nous lançons la préparation de la **Fête de l'Humanité des 14, 15, 16 septembre**. **Nous engageons le placement du bon de soutien dans toutes les initiatives à venir pour que la fête soit** le rendez-vous de toutes celles et tous ceux qui luttent, et qu'elle soit bien la fête de toutes et tous, la fête de toutes les causes communes. ✪

Le texte de la proposition de base commune du Conseil national est en ligne.
www.pcf.fr/106698



nous voulons rassembler rejoignent la construction de cette liste et animent ensemble cette démarche.

Le Conseil national propose d'engager tous les efforts politiques nécessaires pour parvenir à la liste la plus large et la plus efficace pour porter haut le score d'une liste capable d'élire au Parlement européen le plus grand nombre possible d'eurodéputés communistes, de gauche et du mouvement social utiles aux combats progressistes de notre peuple, utiles à la construction d'un groupe uni de toute la gauche européenne au Parlement européen.

Un matériel national sera très rapidement disponible pour populariser nos engagements de campagne et cette démarche. D'ici là, le CN invite l'ensemble des communistes à s'emparer de la pétition « Dette de la SNCF: l'argent de la BCE pour les services publics, pas pour la finance! » qui recueille aujourd'hui 5 000 signatures.

Au terme de la démarche engagée, le Conseil national soumettra à l'automne une proposition de liste au vote des adhérents. Pour ce qui est des propositions de candidatures émanant des communistes, le Conseil national ouvre conformément aux statuts l'appel à candidatures à compter du 4 juin. ✪

Sur les élections européennes

Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. Elles sont encore très éloignées des préoccupations de nos concitoyens. Pourtant, les décisions européennes, construites avec le gouvernement de la France, impactent quotidiennement la vie de notre pays et les orientations politiques mises en œuvre. L'offensive contre nos droits sociaux est conjointement menée par le gouvernement Macron et dans toute l'Europe. La campagne politique est donc en vérité engagée et les élections européennes auront des conséquences importantes. Nous les préparons sans attendre.

Le Conseil national a validé, en mars 2018, 14 engagements sur lesquels nous mènerons campagne. La popularisation de ces engagements, en lien direct avec les attentes sociales et les luttes qui se développent dans le pays, en métropole comme en outre-mer, doit être désormais massivement engagée, par une campagne nationale d'initiatives publiques. D'ores et déjà, nous proposons une perspective à ces initiatives: la préparation les 2-3 février 2019 à Paris d'États généraux du progrès social et écologique en Europe avec plusieurs milliers de participants et des invités de toute l'Europe.

Nous adressons aujourd'hui un appel aux femmes et aux hommes de notre pays, à la jeunesse, aux acteurs et actrices des mobilisations sociales en cours en métropole comme en outre-mer, pour construire une liste de large rassemble-

ment, porteuse de leurs attentes, utile à leurs combats. Fidèle à l'esprit du travail unitaire qu'il a conduit dans la préparation du 26 mai, le PCF réaffirme sa disponibilité pour une liste qui unisse les forces de la gauche sociale, écologique et politique engagées au service des mobilisations sociales, citoyennes, écologiques, afin de rendre plus forts les combats face à Macron et aux forces de la finance jusqu'au niveau européen. Il invite l'ensemble de celles et ceux à qui notre appel s'adresse à une réunion de travail le lundi 2 juillet à Paris pour avancer ensemble dans cette direction.

Ian Brossat, chef de file

Il désigne comme chef de file pour porter nos engagements et cette démarche Ian Brossat, maire-adjoint au logement à la Ville de Paris, avec une équipe composée de Patrick Le Hyaric et de Marie-Pierre Vieu, députés européens, de Marie-Christine Vergiat, députée européenne du Front de gauche, d'Eric Bocquet, sénateur du Nord, co-auteur de *Sans domicile fixe*, de Gilbert Garrel, syndicaliste cheminot, de Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, de Philippe Rio, animateur de l'appel de Grigny, d'André Chassaing, député, président du groupe GDR, d'Anne Sabourin, responsable Europe du PCF et membre du bureau exécutif du Parti de la gauche européenne, de Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement jeunes communistes, de Mina Idir, militante féministe et antiraciste. À partir du 2 juillet, nous souhaitons que plusieurs dizaines de personnalités emblématiques des combats que

Relations franco-russes Il est temps de passer aux actes



Le voyage d'Emmanuel Macron en Russie à l'occasion du forum économique mondial qui s'est déroulé à Saint-Pétersbourg les 24 et 25 mai fut un condensé du macronisme diplomatique : une diplomatie réduite à la défense des intérêts des chefs d'entreprise, comme ceux de Total et de Sanofi, et, pour le reste, beaucoup d'agitation verbale en décalage avec la réalité des politiques menées.

A quoi sert la mise en scène de signatures de contrats d'affaires très importants sans poser la question politique des sanctions ?

A quoi sert l'évocation lyrique de l'escadrille Normandie-Nie-men, de « l'indépendance » de la politique étrangère de la France et du « multilatéralisme » des relations internationales quand Macron a surtout montré un alignement atlantiste dans les actes, jusqu'à engager unilatéralement la France dans une opération militaire en Syrie ? Il est temps de sortir des pos-

tures et des beaux discours lyriques et pédants de Macron pour faire une offre politique réelle à la Russie. Pour cela, il faut tenir compte de la position de Moscou qui n'entend pas occuper une position hégémonique, qu'elle serait bien en peine de tenir, mais qui cherche à être traitée d'égal à égal et à être respectée.

Le PCF considère que la Russie est un partenaire stratégique pour la France et qu'aucune des grandes questions internationales diplomatiques et militaires ne pourront se régler sans la participation étroite de Moscou. Cela n'implique pas un quelconque soutien à Vladimir Poutine dont la politique grand-russe et clérical, qui se réclame des autocrates Nicolas 1^{er} et Alexandre III qui réprimèrent les aspirations libérales et progressistes, et qui entretient des liens étroits avec certaines forces d'extrême droite en Europe, est aux antipodes de la nôtre.

Le PCF pense nécessaire de faire à la Russie une proposition diplomatique précise et concrète. Cela passe par :

- La levée immédiate des sanctions, dont le forum de Saint-Pétersbourg a montré l'hypocrisie et qui ne servent que ceux qui se félicitent des tensions entre la Russie et l'Europe.

- L'appel à une grande Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, une sorte de seconde « Conférence d'Helsinki ». Il est temps en effet d'ouvrir le chantier d'un traité de sécurité et de coopération associant tous les pays du continent, à commencer par les États de l'UE et la Russie. Sans attendre les diplomates des États, le mouvement pourrait être lancé au niveau de nos sociétés civiles, mouvements pacifistes, syndicats, intellectuels et progressistes.

Ces propositions visent à remettre en cause les liens avec l'alliance atlantique envers laquelle le projet « d'Europe de la défense » porté par Emmanuel Macron et Angela Merkel renforce la dépendance. De ce point de vue, il faut condamner la participation de la France à l'exercice annuel

« Saber Strike » organisé par l'OTAN en Europe de l'Est à partir du 3 juin qui compromet encore un peu plus la position que notre pays pourrait prendre pour faire baisser les tensions sur le continent européen.

La question des relations avec la Russie et, au-delà, celle de la manière dont les États européens s'inscrivent dans la re-composition internationale des rapports de force ainsi que les relations avec l'OTAN sont des thèmes importants pour les élections européennes. Le PCF y portera ces propositions aux côtés de nos partenaires de la GUE et du PGE pour rompre avec les logiques militaristes de l'UE et des gouvernements des États européens et leur servilité congénitale envers l'OTAN, pour une Europe des peuples libres, souverains, associés et solidaires. ✪

Vincent Boulet

membre du Comité exécutif du PGE

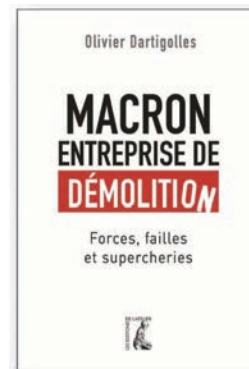
et de la Commission des relations internationales du PCF

“La Russie est un partenaire stratégique pour la France”

CV idéal

L'Allemand Günther Dettinger est le commissaire européen au Budget qui déclarait la semaine dernière : « Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter ». C'est le même Dettinger qui taxait la France de « pays déficitaire récidiviste ». C'est lui qui qualifiait les Chinois de « bridés, tous peignés de gauche à droite avec du cirage noir ». C'est encore lui qui fustigeait le mariage homosexuel ou comparait la Wallonie, coupable d'opposition au CETA, à une « micro-région gérée par des communistes ». C'est lui enfin qui, en 2007, banalisait le parcours d'un de ses prédécesseurs dans le Bade-Wurtemberg, Hans Filbinger, pourtant juge sous le régime nazi. Dettinger, on le voit, a le CV idéal pour participer à la Commission de Bruxelles. ✪

Gérard Streiff



MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Prix préférentiel pour les fédérations
Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. :
01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE

6 juin : Saint-Junien (87)

10 juin : Fête de l'Ariège (09)

Fêtes fédérales



CANTAL LE 3 JUIN

MAINE-ET-LOIRE



10H-02H | FESTIVAL GRATUIT

ARIÈGE

les 9 et 10 juin avec Pierre Laurent
et Olivier Dartigolles

INVITATION

“Écrire une nouvelle page du sport et de l'olympisme”

Audition de Marie-George Buffet

Nous avons le plaisir de vous inviter à une audition publique sur la question du sport et de l'olympisme de : Marie-George Buffet députée de Seine-Saint-Denis, ministre de la Jeunesse et des Sports de 1997 à 2002

Le samedi 9 juin, à 9 h 30

à l'espace Oscar Niemeyer, place du Colonel-Fabien, Paris 19^e

En septembre 2017, à l'occasion de la Fête de l'Humanité, avec plusieurs élu.e.s et acteurs du mouvement sportif, Marie-George Buffet lançait un appel pour « écrire une nouvelle page du sport et de l'olympisme ».

Les 18 et 19 juin prochains aura lieu la première visite de la commission de coordination du CIO à Paris. Puis viendra, dès le mois de juillet, les premiers débats parlementaires autour du budget 2019, notamment le budget consacré au développement du sport dans notre pays. La ministre des Sports, Laura Flessel, a annoncé vouloir impulser une dynamique de 3 millions de pratiquants supplémentaires d'ici à 2024 et une révolution en matière de gouvernance du sport.

C'est dans cette actualité que nous auditionnerons Marie-George Buffet, qui participera activement à la rédaction d'une proposition de loi qui prolonge, nourrisse les revendications de terrain, réponde aux besoins des Français et redonne souffle à un sport émancipateur. Après un court exposé, elle répondra à vos questions et la matinée s'achèvera autour d'un apéritif.

C'est avec plaisir que nous vous recevrons à l'occasion de cette audition.

L'article sur l'Europe, dans notre précédent numéro, intitulé « PREMIERS RETOURS D'EXPÉRIENCE DE RENCONTRES » était de Francis Wurtz. Sa signature a disparu à la composition. Toutes nos excuses à l'auteur.